



CODEVAH
Comité pour le Développement
et Assistance Humanitaire

Rapport de l'évaluation rapide des besoins multisectoriels à Kazimia et Kikonde dans la zone de santé de Fizi en territoire de Fizi

Pour plus d'informations veuillez contactez : Pasacal.Buhashe@hacdrc.org et +243991906714

Par: Pascal Buhashe
PMEAL Coordinator
Help a Child DRC

Période de la mission : du 21 au 26 janvier 2023

1. Introduction

Du 8 au 11 juillet 2022, OCHA a conduit une mission de mise à jour du contexte humanitaire dans la localité de Kazimia, groupement Bashikalangwa, secteur de Ngandja, littoral sud-est du territoire de Fizi. Cette mission a connu la participation de quelques ONG internationales (Care International, IMC et SCI), des ONG nationales (ACAD, ADED, AIDES, ANOVEV EF3, AVREO, Caritas Développement Uvira, CEDIER, CODEVAH, EPF, HCC, KUA, SOFIBEF, TPO-RDC et VVA) et ainsi que du représentant de l'autorité territoriale de Fizi (Coordonnateur Humanitaire Baraka-Fizi). Cette mission faisait suite aux alertes reçues des dirigeants locaux sur l'arrivée des personnes déplacées fuyant la dégradation de la situation de protection due à la grande activité des groupes armés dans quelques zones notamment Bibokoboko, Burembo, Karamba, Kisengeta, Mayenga, etc. Au cours de la même période, soit du 12 au 15 juillet 2022, les mêmes équipes humaines ont poursuivi avec une autre mission similaire sur l'axe Kaseke, Katalukulu, Katongo, Kikonde et Sebele en zone de santé de Fizi après avoir reçu les informations sur les mouvements des personnes déplacées victimes de la persistance des violences armées dans la région de Fizi. Ces deux missions avaient pour objectif de faire le suivi de ces alertes afin de se rendre compte des conditions dans lesquelles vivent ces personnes vulnérables et leurs communautés hôtes, de proposer les recommandations en guise de réponse à l'endroit des organisations humanitaires. Les résultats de ces deux missions ont mis en exergue les besoins humanitaires qui s'avéraient être plus pressant au regard des souffrances de ces populations déplacées. Cependant, depuis l'organisation de ces deux missions, les interventions humanitaires n'ont pas suivi pendant que la situation sécuritaire continuait à se dégrader, occasionnant ainsi de nouveaux mouvements des populations.

En vue de mettre à jour le contexte humanitaire dans ces deux localités, en tant compte de nouveaux développements du contexte, les équipes de Help a Child et CODEVAH ont effectué une mission d'évaluation des besoins multisectoriels dans ces 2 localités au cours de la période du 23 au 27 novembre 2022 dont les résultats pourront orienter les interventions humanitaires dans la zone. La présente évaluation constitue une mise à jour de celle conduite en novembre 2022. Elle avait comme objectif de :

- Mettre à jour les informations sur le contexte humanitaire produites par Help a Child et CODEVAH lors de la mission d'évaluation des besoins multisectoriels conduite dans les localités de Kikonde et Kazimia au cours de la période du 23 au 27 novembre 2022, en menant une nouvelle analyse du profil humanitaire de la zone et du niveau de vulnérabilité des populations touchées par la crise en cours dans forêt de Ngandja à Fizi, en mettant en exergue les éléments du contexte les plus récents ayant provoqué la crise et/ou amplifier les besoins humanitaires dans la zone ;
- Examiner systématiquement les principaux besoins des populations affectées par la crise en sécurité alimentaire et moyens de subsistance, en eau, hygiène et assainissement, en protection générale et protection de l'enfance, lutte contre les VGB, en éducation, santé et nutrition, abris et articles ménagers essentiels ;
- Actualiser et reconduire les principales recommandations des évaluations précédentes qui n'ont pas encore été mises en œuvre ;
- Discuter avec les autorités locales et les leaders locaux afin de garantir leur implication et leur participation active dans une éventuelle réponse aux besoins humanitaires identifiés.

2. Situation sécuritaire

Jusqu'à ce jour, le groupement de Bashikalangwa reste dominé par une grande activité des groupes armés. La grande partie de la zone est sous contrôle des milices Mai-Mai qui profitent de sous effectifs des forces congolaises de défense et sécurité pour se maintenir et commettre des exactions et les tracasseries contre les populations civiles. La situation sécuritaire est devenue volatile dans la zone depuis le mois d'octobre 2022 lorsqu'une tension a éclaté entre les Babembe et les Bafuliiru vivant dans la forêt de Ngandja. Les Babembe accusaient les Bafuliiru d'avoir acheté la quasi-totale de cette forêt dans l'intention d'y chasser les Babembe pour y placer leurs bétails. Cette tension a été à la base des affrontements armés qui ont poussé les ménages à fuir leurs habitations et abandonner leurs moyens de subsistance pour se mettre à l'abri des exactions et des violations graves des droits de l'homme. La plupart de ces ménages se sont rendus dans les localités de Kikonde et Kazimia et leurs environs. Le 10 octobre 2022, le bureau OCHA Baraka et les autorités locales ont organisé une réunion de réconciliation entre les principales parties au conflit pour éviter que ce conflit ne se transforme à une crise de grande ampleur dans tout le territoire de Fizi. Bien que cette réunion ait permis une baisse des tensions entre les deux parties au conflits, la situation demeure toujours tendue et nécessite des grandes actions de médiation et de sensibilisations par le Gouvernement, les autorités locales, les leaders communautaires et les acteurs humanitaires. Toutefois, il s'observe à ce jour une accalmie qui permet aux humanitaires présents dans la zone d'apporter leur assistance aux personnes déplacées et aux communautés hôtes touchés par cette crise.

3. Accessibilité géographique de la zone

Les localités de Kikonde et Kazimia sont accessibles par les véhicules légers 4X4 et d'autres véhicules lourd pesant moins de 20 tonnes. Pendant la saison sèche, l'état du tronçon routier Kikonde-Kazimia, passant par Sebele, est praticable, long de 45Km. Lors de la saison des pluies, ce tronçon routier est difficilement accessible à la suite de la présence de plusieurs points chauds. La réhabilitation de ces points chauds s'avère toujours indispensable pour permettre l'acheminement de l'assistance humanitaire dans ces deux localités comptant un nombre critique des populations civiles vulnérabilisées par la persistance des violences armées. La route Kikonde-Kazimia est aussi très peu fréquenté et cela augmente la vulnérabilité des usagers faces aux groupes armés.

4. Couverture réseau téléphonie mobile

Les localités de Kikonde et Kazimia sont couverts par les réseaux de téléphones mobiles (Airtel, Orange et Vodacom). Ces réseaux (particulièrement Airtel) servent également pour la connexion Internet mobile et le transfert monétaire. Il plus d'utiliser le réseau Orange à Kikonde et Airtel et Vodacom à Kazimia.

5. Méthodologie de collecte des données

L'approche méthodologique utilisée durant cette évaluation s'articule autour des points ci-après :

- Séance de travail avec le chef de bureau de OCHA Baraka : pour la préparation et l'exécution de la présente évaluation, nous avons organisé 3 séances de travail avec le chef de bureau de OCHA à Baraka. La première séance de travail a lieu le 22 novembre 2022 au bureau de OCHA à Baraka. Au cours des séances, OCHA nous a partagé les données sur les missions de mise à jour du contexte humanitaire conduites en juillet 2022 à Kazimia et sur l'axe Kaseke, Katalukulu, Katongo, Kikonde et Sebele en zone de santé de Fizi, le choix des axes prioritaires à évaluer ainsi que des orientations méthodologiques à prendre en compte. Les deux autres séances de travail au cours de ce mois de janvier 2023 et ;
- Revue documentaire : nous avons fait une revue systématique des rapports des précédentes évaluations menées par OCHA et d'autres humanitaires actifs dans le territoire de Fizi sur l'axe Kikonde-Kazimia ;
- Entretiens avec les informateurs clés : les autorités locales, les leaders communautaires et acteurs de la société civile, les directeurs d'écoles et les infirmiers titulaires des centres de santé.
- Enquête ménages : 64 chefs de ménages affectés par la crise (62,5% des femmes et 37,5% des hommes) ont été enquêtés dans les localités de Kikonde et Kazimia. Ce chiffre représente 20,5% de l'échantillon de l'évaluation globale conduite par Help a Child dans différents axes dans les zones de santé de Fizi et Nundu en territoire de Fizi.
- Discussion de groupe avec les déplacés et les familles d'accueil ;
- Observation directe des conditions de vie des personnes déplacées et des communautés hôtes.

6. Présence opérationnelle

Quelques interventions humanitaires ci-après sont en cours dans les deux localités :

- A Kikonde : PAM et World Vision dans la distribution des vivres aux personnes déplacées, aux personnes retournées et à d'autres personnes vulnérables dans la communauté et IMC dans le secteur de la santé ;
- A Kazimia : OMC avec le fonds CERF dans le secteur de la santé, PAM et AIDES dans la distribution des vivres aux personnes déplacées, aux personnes retournées et à d'autres personnes vulnérables dans la communauté et MCA dans le WASH avec le Fonds Humanitaire.

7. Sensibilité aux conflits et Do No Harm

Toute intervention humanitaire dans les localités de Kikonde et Kazimia doit rester sensible aux conflits. Cela veut que l'organisation qui apporte une assistance doit avoir une capacité de bien comprendre le contexte de la zone, de comprendre l'interaction entre son intervention et le contexte, et d'agir sur la base de la compréhension de cette interaction pour éviter les impacts négatifs et maximiser les impacts positifs. Cela veut aussi dire que les acteurs humanitaires qui apportent une assistance aux populations affectées par la crise doivent mener une analyse minutieuse du contexte des conflits au début de l'intervention et rester attentifs à tous les changements du contexte durant la mise en œuvre de l'intervention. Ils doivent rester neutres et écarter de manière catégorique toute possibilité que l'assistance apportée provoque ou soutienne les conflits. Cette approche leur permet de contribuer à consolider la paix dans la zone.

8. Résultats de la mission

8.1. Mouvements des populations

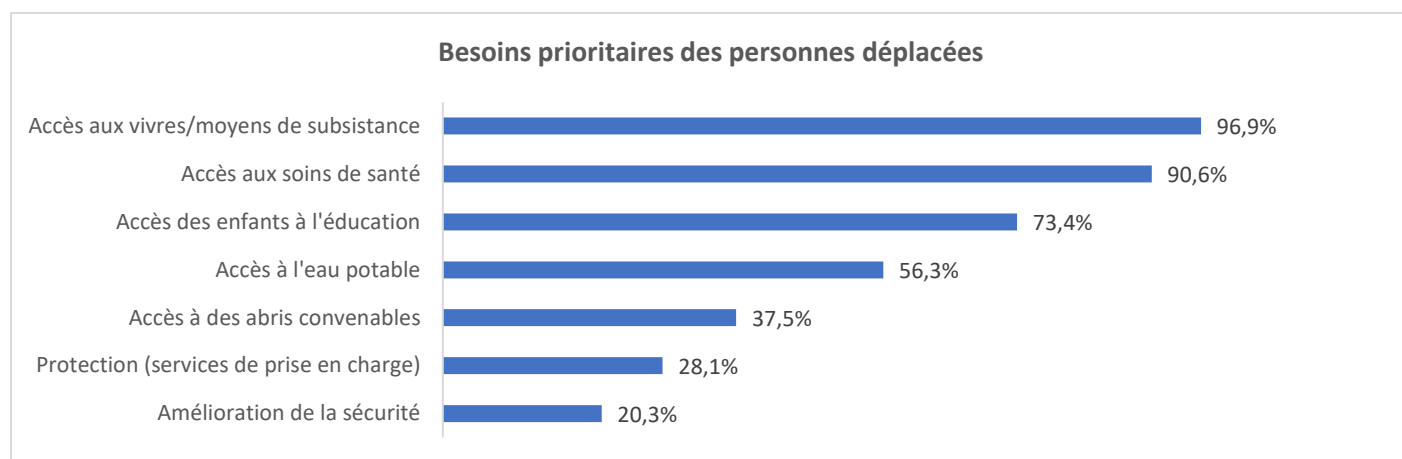
Un nombre total de 27102 déplacés (4278 ménages) étaient identifiés à Kazimia (<https://ehtools.org/alert-view4375>) et 74504 (9075 ménages) dans les localités de Keseke, Katalukulu, Katongo, Kikonde et Sebele en zone de santé de Fizi (<https://ehtools.org/alert-view4376> et <https://ehtools.org/alert-view4377>) au cours de deux conduites par OCHA et d'autres acteurs humanitaires actifs dans le territoire de Fizi en juillet 2022. Selon les rapports produits par OCHA à l'issue de ces deux missions, ces vagues des déplacements ont eu lieu entre mars et juin. Toutes ces personnes fuyaient les exactions des groupes armés dans les hauts plateaux de Fizi. Après cette période, d'autres conflits ont éclaté dans la zone et d'autres personnes été contraintes de fuir leurs villages et se sont dirigées vers les localités de Kikonde et Kazimia.

Au cours de la présente évaluation, nous avons constaté l'arrivée des nouveaux déplacés qui se sont ajoutés sur les vagues de mars, avril, mai et juin. Leur situation se présente de la manière suivante :

#	Localité	Groupement	Secteur	Ménage	Taille ménage	Provenance	Période d'arrivée
11	Kazimia	Bashikalangwa	Nganja	1693	11851	Lutolo, Alelengé, Mwangwa et forêt de Ngandja	D'octobre 2022 à janvier 2023
12	Kikonde	Bashikalangwa	Nganja	1317	9219	Ekengya et forêt de Ngandja	D'octobre 2022 à janvier 2023
	Total			3010	21070		

Ces nouvelles personnes déplacées sont de la période allant du 1^{er} octobre 2022 au 26 janvier 2023 après l'éclatement des conflits entre les Babembe et les Bafuliiru dans la forêt de Ngandja et se sont ajoutées sur les autres présents dans l'axe Kikonde-Kazimia. Dans l'ensemble, ces personnes vivent dans des conditions précaires dans tous les secteurs de base : vivres, eau potable, soins médicaux, non-vivre, protection, etc.

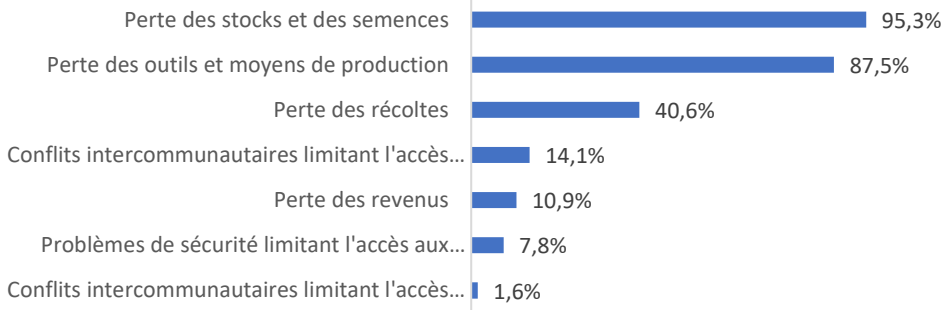
8.2. Besoins sectoriels



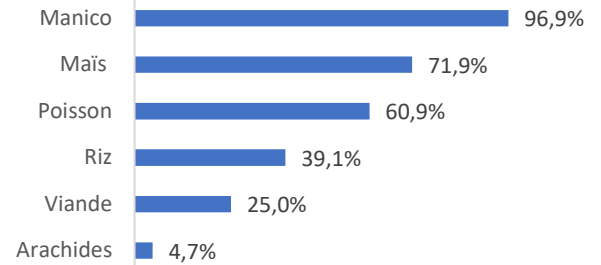
8.2.1. Sécurité alimentaire et moyens de subsistance :

Les résultats de l'enquête et des entretiens avec les déplacés et les autorités locales les suivants :

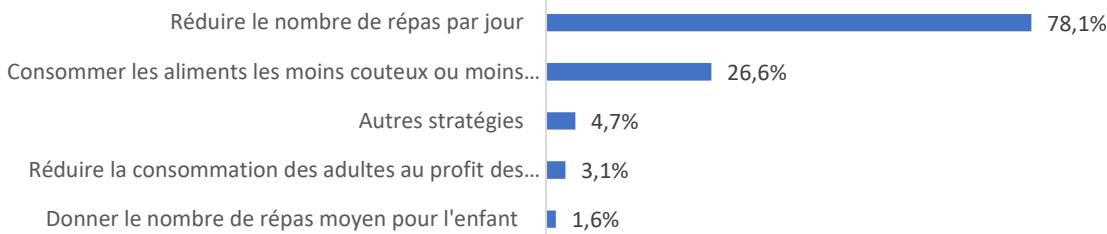
Problèmes majeurs limitant l'accès aux vivres pour les déplacés



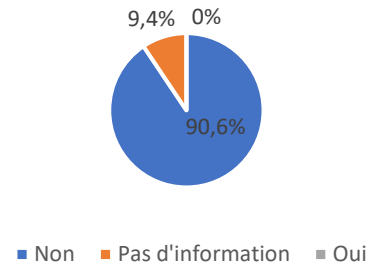
Produits alimentaires dont les ménages ont le plus besoins



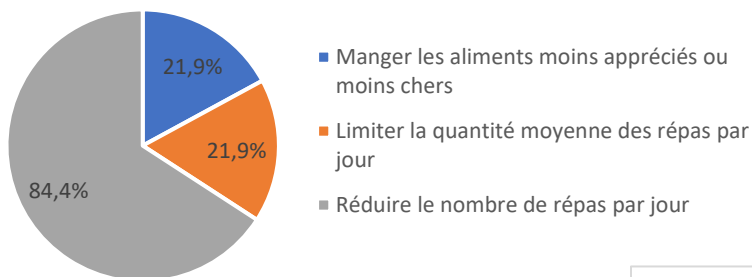
Stratégies utilisées par les ménages pour faire face à la pénurie en vivres



Ménages qui des stocks en vivres



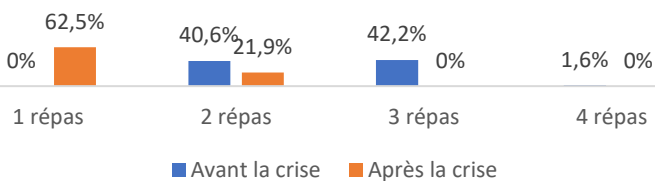
Solutions proposées par les ménages face à la pénurie alimentaire



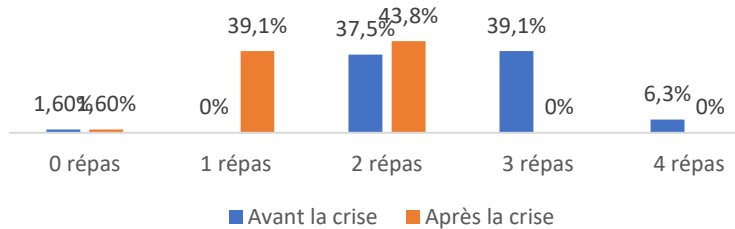
Selon les autorités locales et les leaders communautaires rencontrés à Kikonde et à Kazimia durant cette évaluation, la zone se trouve déjà dans la phase de la malnutrition IPC 3 et 4 à cause de la pénurie alimentaire.

132 cas de malnutrition constatés.

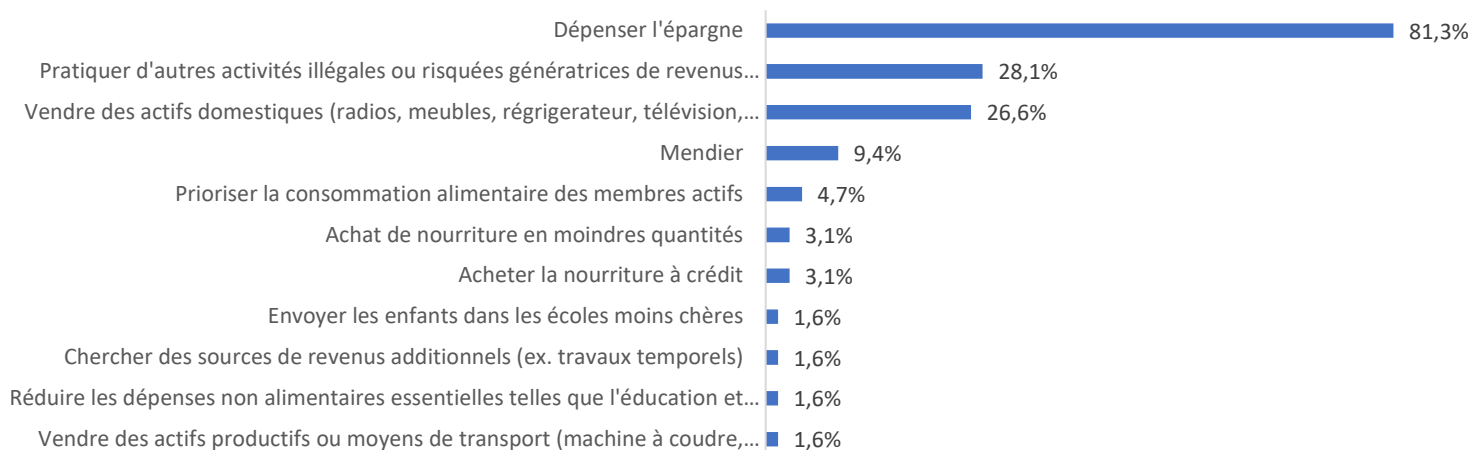
Nombre moyen de repas pour les adultes avant et après la crise



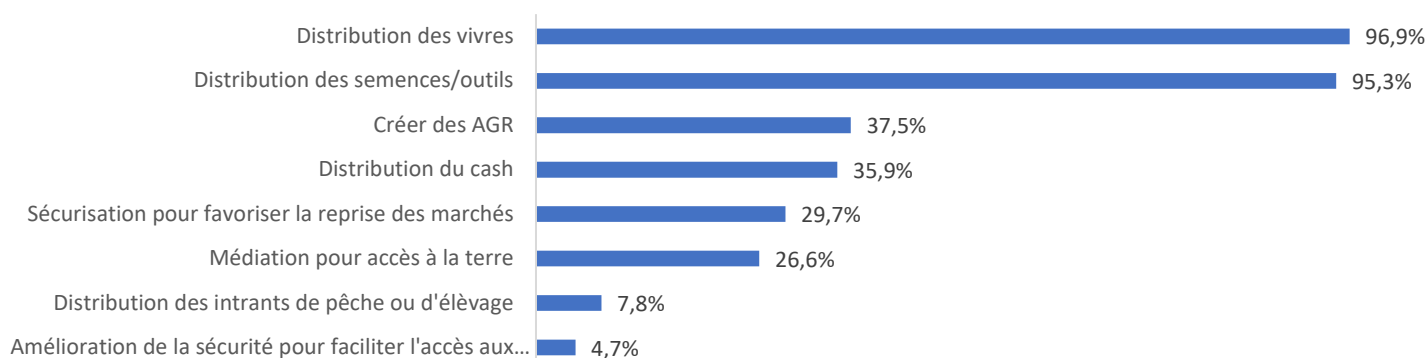
Nombre moyen de repas pour les enfants avant et après la crise



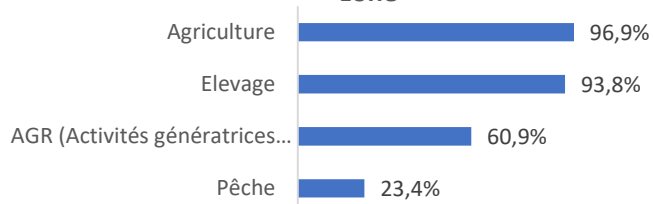
Stratégies de subsistance utilisées les 30 derniers jours



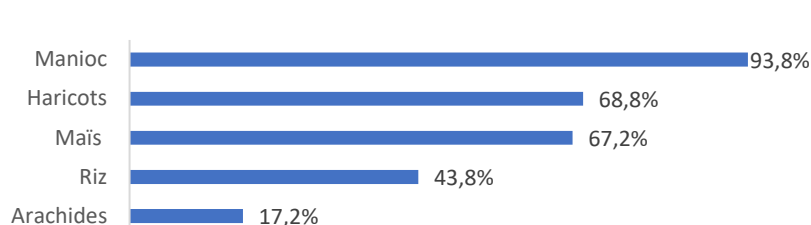
Autres solutions proposées par les ménages pour l'accès aux vivres et moyens de subsistance



Activités qui pourraient être soutenues dans la zone



Les principales cultures vivrières qui peuvent être soutenues dans la zone



Commentaires

Les aires de santé de Kikonde et Kazimia se trouvent déjà dans la Phase IPC 3 et 4. La production agricole dans la zone a sensiblement baissé à cause des problèmes de sécurité limitant l'accès aux champs. L'assistance en vivres et moyens de subsistance s'avère être très pressante pour empêcher que la zone tombe dans une crise nutritionnelle de grande ampleur. Plusieurs familles déplacés se retrouvent sa aucune

ressource pour assurer leur nourriture. Même les quelques ménagés qui ont des ressources pour assurer leur nourriture disposent uniquement des stocks d'un ou deux jours. Ce qui les pousse à développer des stratégies d'adaptation très nuisibles qui les exposent davantage à l'insécurité alimentaire. En novembre et décembre 2022, les personnes déplacées de la première vague de mars à juin 2022, les retournées et d'autres personnes vulnérables dans les deux localités ont reçu une assistance en vivres. Selon les autorités locales, ces deux distributions des vivres n'avaient pas touché plus de la moitié des déplacés présents dans la zones encore que les ménages qui avaient reçu des vivres les ont déjà épuisés. En ce qui concerne l'accès à la terre, les ménages des déplacés qui n'ont pas accès à la terre ont suggéré qu'il est important d'organiser des actions de médiation auprès des autorités locales et les propriétaires des terres pour qu'ils accèdent aussi à la terre parce qu'ils ne savent pas à quel moment ils retourneront dans leurs villages d'origine.

Recommandations

- Appui à la restauration des moyens de subsistance pour les familles déplacées et les familles hôtes qui les hébergent : à travers la relance de l'agriculture des cultures maraichères et vivrières suggérées par les ménages touchés par la crise, distribution des semences et des intrants agricoles combinée avec la distribution du cash pour faciliter la transition entre deux saisons culturales et organisation des formations sur les techniques agricoles ;
- Distribuer des vivres pour aider à soulager la situation critique de l'insécurité alimentaire des populations dans la zone ;
- Appui en petits bétails pour aider à améliorer l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans et des femmes enceintes et allaitantes en protéine animale ;
- Mener des actions de plaidoyer auprès des autorités locales et les propriétaires des terres pour qu'ils accordent aux familles déplacées les espaces à cultiver ;
- Organiser des actions de plaider pour la sécurisation des chemins venant vers les champs, les pâturages et les zones de pêche.

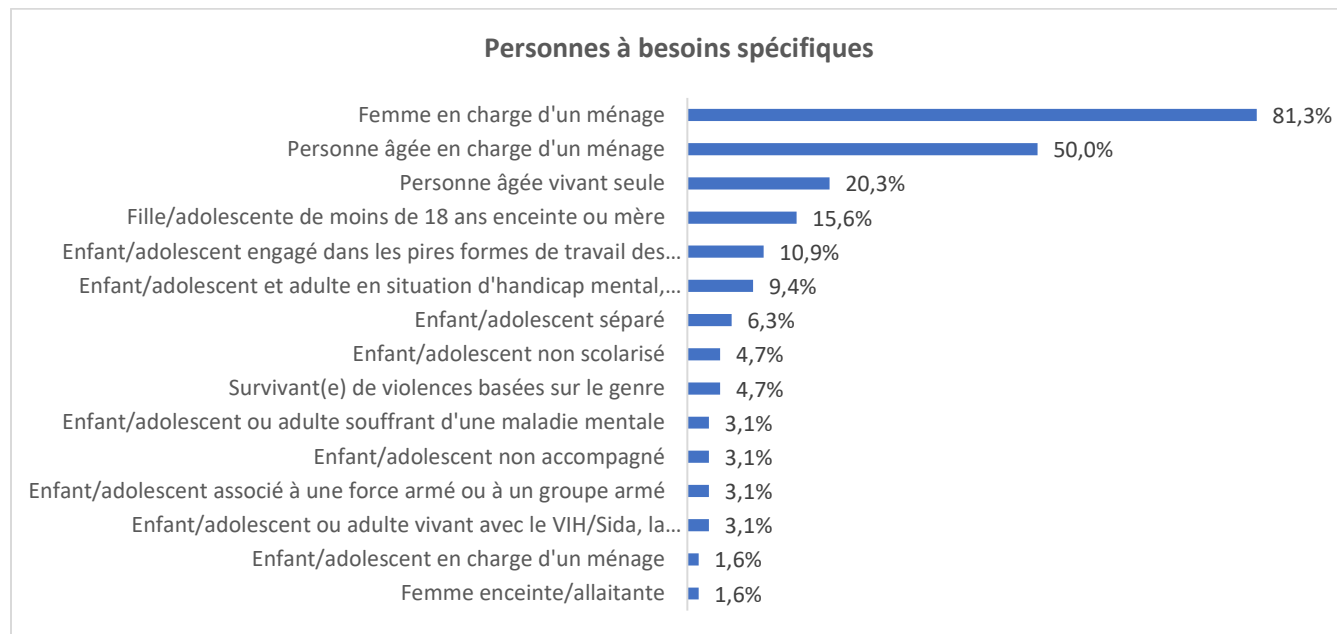
8.2.2. Protection

a) Protection générale :

Le manque de protection des populations civiles a été mentionné comme l'un des principaux problèmes auxquels le quotidien de la population est confronté sur l'axe Kikonde et Kazimia. Les forces armées nationales et les groupes armés non étatiques commettent fréquemment des actes de violence contre les civils : arrestations arbitraires, extorsion de fonds, pillage, travaux forcés, recrutement forcé, actes de violence (y compris la violence sexuelle et sexiste), torture et exécutions. Les risques de protection sont également élevés en raison des conflits interethniques violents qui causent les mouvements de population et de la frustration liée au contexte socio-économique difficile.

Les risques comme les incidents graves de protection ont été reconnus dans tous les sites visités pendant cette évaluation. Presque toutes les personnes interrogées durant cette évaluation ont rapporté qu'elles ont été victimes du manque de protection au cours de 2 semaines d'avant la période d'évaluation. Les incidents de protection documentés sont en lien direct avec la montée de l'activisme des groupes armés dans la zone. La situation générale de la zone est encore aggravée par les problèmes de clivage interethnique

et faible cohabitation pacifique entre les différents groupes ethniques vivant dans la zone. Tous les déplacés rencontrés ont affirmé que même les zones dans lesquelles ils se retrouvent actuellement ne sont pas totalement sécurisées et sont sous une grande menace des conflits interethniques (encore latents) qui nécessitent aussi une attention des acteurs étatiques et des acteurs humanitaires. Les déplacés (surtout les femmes) ont également affirmé qu'ils ne peuvent plus accéder à leurs champs éloignés des villages à cause de problème de sécurité. Craignant de subir le même sort sur les routes qui mènent aux structures sanitaires, certains déplacés se refusent aujourd'hui d'aller suivre les soins de santé au appropriés niveau aux structures sanitaires.



b) Protection de l'enfance :

Les enfants sont aussi durement frappés par les conséquences de la crise actuelle dans les localités de Kikonde et Kazimia. Les autorités locales rencontrées ont indiqué que plusieurs d'enfants issus des familles déplacés sont aujourd'hui en dehors du système éducatif. Il y a également plusieurs enfants non accompagnés et d'autres séparés de leurs familles. Les résultats révèlent que dans plusieurs de la zone, les enfants ont abandonné l'école à cause de la forte dégradation de la situation sécuritaire. Ce sont les enfants filles qui sont plus exposés aux risques de protection sur le chemin de l'école et les enfants garçons courent le risque d'être recrutés par force par les groupes armés en se rendant à l'école et leurs parents préfèrent donc les retenir à la maison. La situation de la précarité économique expose également les jeunes filles à la prostitution et aux mariages précoces.

c) Protection contre les VBG :

Les cas des violences sexuelles sont parmi les incidents de protection les plus courants et les plus récents qui ont été documentés durant cette évaluation. 27 cas de viols ont été enregistré à Kazimia et 2 à Kikonde au cours du mois de novembre 2022. A Kikonde il y a 2 structures de prises en charge des cas de viols et 2

autres à Kazimia mais ces dernières sont constamment en rupture des kits de prise en charge. Malgré le taux élevé des cas de violences sexuelles, les localités de Kikonde et Kazimia sont dépourvues des mécanismes efficaces de prévention et de lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre. L'accès des victimes aux structures de prise en charge idoine n'est pas non plus garanti et certaines victimes préfèrent se cacher et rester traumatisées au lieu de se déclarer sachant qu'elles ne seront pas prises en charge. Les autorités ont confirmé que les cas des viols qui ne sont pas dévoilés sont plus nombreux que ceux qui ont été déclarés. Cette faible capacité d'action des communautés combinée à la situation sécuritaire de plus en plus fragile continue à aggraver les violences sexuelles et basées sur le genre et à encourager davantage les auteurs des viols et violences à continuer à commettre ces actes. Les résultats de cette évaluation montrent que plus de 62,5% des chefs des ménages rencontrés sont des femmes. Elles ont rapporté en majorité que leurs communautés ne sont plus des endroits sûrs pour les femmes qui sont devenues des proies faciles des groupes armés qui contrôlent la grande partie de leurs communautés. Selon ces femmes, elles sont plus vulnérables parce qu'en partie, la plupart de leurs maris sont restés sur le champ de bataille dans les hauts plateaux de Fizi. Elles sont également obligées de supporter seules tout le poids économique de leurs ménages.

Recommandations :

Apporter une intervention holistique de protection dans les deux localités avec les volets ci-après :

- Renforcement du monitoring des incidents de protection ;
- Prévention, réponse, collecte et documentations des incidents et violations des droits humains ;
- Prévention et réponse aux VBG. Il est important de mener aussi des plaidoyers
- Protection de l'enfant en situation d'urgence, identification et prise en charge des enfants non accompagnés et leur réunification familiale ;
- Mettre en place des espaces amis d'enfants ;
- Mise en place des maisons d'écoute en faveur des victimes des violences ;
- Sensibilisation sur la cohésion sociale et actions de médiation intercommunautaire sur les conflits autour de la forêt de Ngandja ;
- Tenir compte de la place centrale de la protection lors de la réponse humanitaire : les considérations de protection doivent être au centre de la planification, de la mise en œuvre ainsi que les principes directeurs notamment le « do no harm » et la non-discrimination.

8.2.3. Eau, hygiène et assainissement

L'accès à l'eau potable reste un défi majeur à la fois pour les populations déplacées et les communautés hôtes. Seulement 7,8% des ménages enquêtés ont rapporté qu'ils ont de l'eau pour répondre à leurs besoins dans les localités de Kikonde et Kazimia. A Kikonde, il y a seulement 2 sources d'eau qui fonctionnent. A Kazimia, nous n'avons pas trouvé de source d'eau fonctionnelle. Dans les deux localités la grande partie de la population utilise l'eau du lac Tanganyika et des rivières. Aucun des ménages n'utilise une technique pour rendre de l'eau potable avant de la consommer. La conservation de l'eau dans les ménages est aussi problématique notamment parce que ces derniers ne disposent pas suffisamment des récipients pour bien

conserver de l'eau. Les problèmes d'accès à l'eau potables exacerbent également les problèmes d'hygiène dans les ménages affectés par la crise.

En outre, près de la moitié de ces ménages ont déclaré qu'ils ne possèdent pas de savon pour assurer leur hygiène. Presque tous les ménages rencontrés ne maîtrisent pas les 5 moments clés de se laver les mains. De même, c'est uniquement dans 56,3% des ménages enquêtés que tous les membres du ménage ont accès à une latrine. Selon les observations faites dans les ménages visités durant cette évaluation, la plupart des latrines ne sont pas hygiéniques (présence des matières fécales au sol, manque d'eau, manque de dispositif de lavage des mains, etc.). Lors des discussions de groupes, les chefs des ménages ont reconnu que ces sont les enfants de moins de 5ans et les femmes enceintes et allaitantes qui sont les plus exposés aux problèmes d'hygiène et d'assainissement. La plupart des femmes et filles n'ont pas aussi aux kits de dignité et restent exposées aux problèmes de santé.

Recommandations :

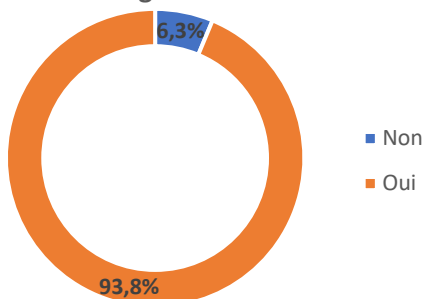
- Faire une adduction d'eau potable à Kikonde et à Kazimia en augmentant les points d'eau et les bornes fontaines dans les villages ;
- Augmenter les capacités de puisage et de stockage de l'eau dans les ménages, les écoles et les formations sanitaires ;
- Construire/réhabiliter les latrines dans les écoles et les dans les formations sanitaires ainsi que dans la communauté en tenant compte du genre et du besoin de gestion de l'hygiène mensuelle des filles et femmes ainsi que l'accès des personnes à mobilité réduite ;
- Doter les formations sanitaires et les écoles en kits WASH, kits d'entretiens et nettoyage des latrines, kits d'entretien environnemental ;
- Doter les formations sanitaires en équipement de protection individuelle ;
- Mettre en place et former les comités d'hygiène et de salubrité ainsi que les brigades scolaires ;
- Construire/réhabiliter des infrastructures scolaires et sanitaires ;
- Construire les enclos pour sécuriser les formations sanitaires, les écoles et les zones à déchets ;
- Mener des actions de sensibilisation sur la promotion de l'hygiène et l'assainissement dans les écoles, les formations sanitaires et dans la communauté.

8.2.4. Education

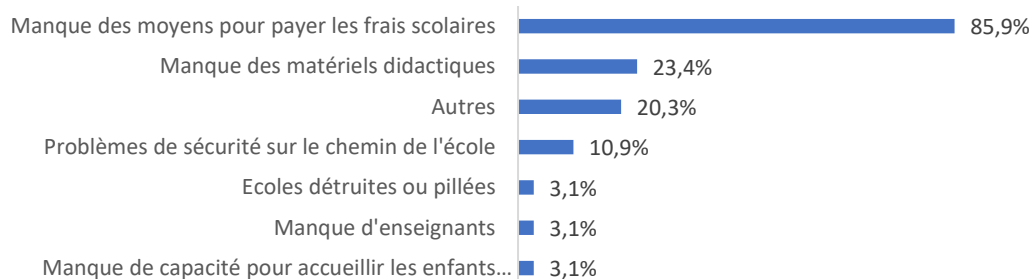
Plusieurs enfants issus des familles déplacées sont en dehors du système éducatif à cause de la crise. Ceux vont à l'école étudient dans des conditions difficiles et certains parmi eux abandonnent avant de finir le cycle. Le manque des moyens pour payer les frais scolaires a été cité par 85,9% des ménages enquêtés comme le principal problème qui freinent l'accès des enfants à l'éducation depuis le début de la crise. Les écoles primaires qui accueillent les enfants déplacés sont des écoles publiques dont les enseignants sont payés à plus de 80% par l'Etat congolais dans le cadre du programme de la gratuité de l'enseignement de base. Ces écoles enregistrent aujourd'hui des effectifs d'élèves au-delà de leur capacité d'accueil. Toutes ces écoles ne disposent pas non plus des plan d'amélioration de l'environnement scolaire. Dans plusieurs écoles, les enfants viennent aux cours pieds nus, sans uniforme et sans matériels scolaires. Ils sont également soumis aux abus physiques et émotionnels. Ces écoles sont en état de délabrement avancé et toutes n'ont pas aussi d'eau pour répondre les besoins hygiéniques des élèves et des enseignants. La

plupart des élèves de l'école secondaire issus des familles déplacées ont abandonné l'école par manque des moyens pour payer les frais scolaire. Il existe également des besoins en termes de renforcement des capacités des enseignants sur différentes thématiques pour l'amélioration de la qualité de l'enseignement.

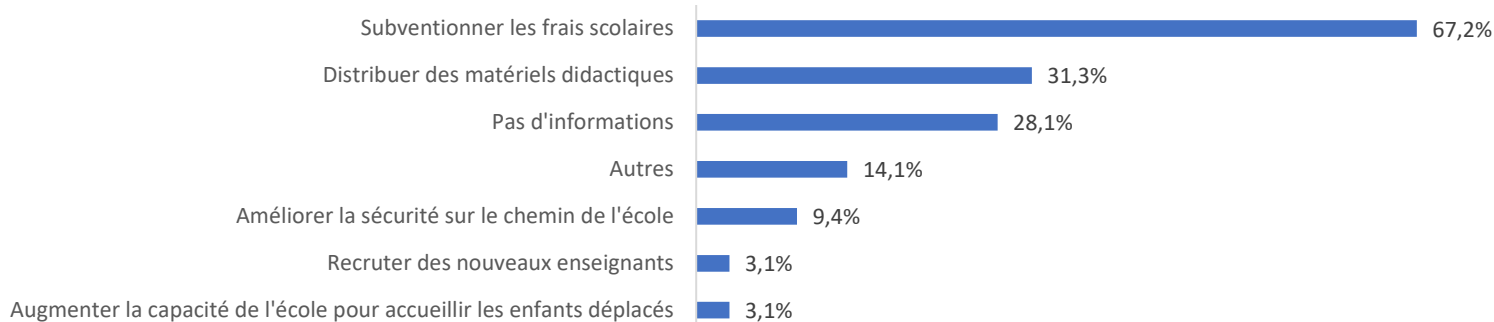
Ménages ayant des enfants en âge scolaire



Problèmes limitant d'accès à l'éducation depuis la crise



Solutions proposées par les ménages pour améliorer l'accès à l'éducation pour leurs enfants



Liste des écoles primaires secondaires de Kikonde det Kazimia et les effectifs d'élèves :

Localité	#	Nom de l'école	# de filles	# de garçons	# total	# de classe
Kikonde	1	EP Kikonde	203	329	532	15
	2	EP Maendeleo	214	236	450	6
	3	Institut Kikonde	71	46	117	5
	4	Institut Umoja	107	53	160	6
	Total			595	664	1259
Kazimia	1	EP Lwata	363	423	786	17
	2	EP Lwata 2	183	180	363	6
	3	EP Kazimia	237	260	497	6
	4	EP Kazimia 2	285	292	577	6
	5	EP Esalo	160	150	310	6
	6	EP Kilicho	208	212	420	6
	7	EP Ibumba	140	143	183	6
	8	EP Ebambe	260	368	528	12
	9	Institut Lwata	256	221	477	11
	10	Institut Kazimia	114	100	214	10
	11	Institut Kalicha	200	165	365	6

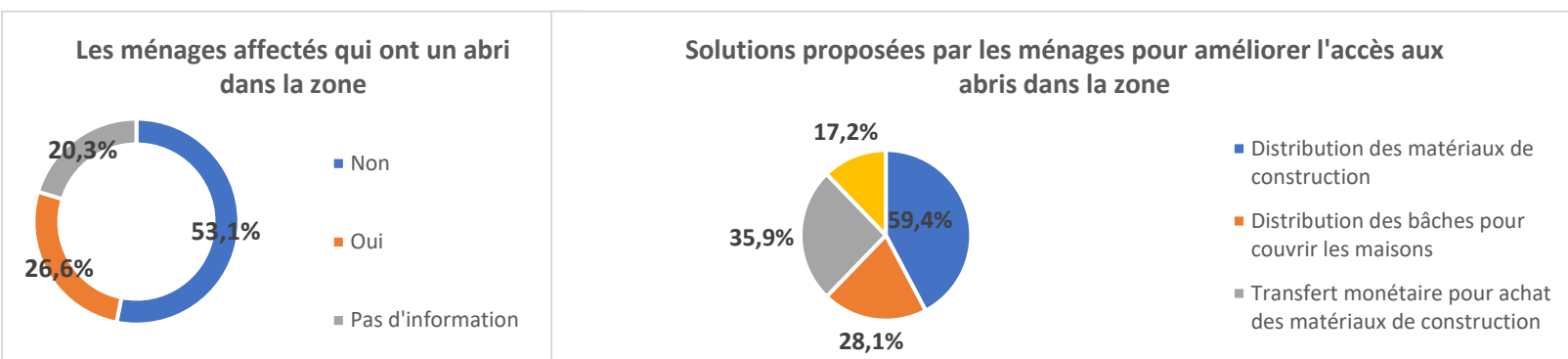
	12	Institut Rehema	197	175	372	6
	13	Instittut Salama	110	98	208	6
	Total		2713	2787	5500	

Recommandations :

- Mettre en place un programme de rattrapage scolaire pour offrir les cours de récupération et intégration des enfants hors système scolaire ;
- Appuyer les écoles par les matériels didactiques ;
- Former les enseignants et les membres des COPA et COGES sur les différents modules ci-après :
 - L'exploitation du programme national de l'enseignement primaire édition 2011 ;
 - Les méthode de l'enseignement, l'approche par compétence et la pédagogie de réinsertion ;
 - Les méthodes et les techniques d'utilisation des manuels de français et mathématique dans l'enseignement primaire ainsi que le guide d'enseignement des cours de Kiswahili ;
- Doter les écoles des matériels récréatifs pour les enfants (jeux, vareuses, etc.) ;
- Aider les écoles à se doter des plans d'amélioration de l'environnement scolaire ;
- Mettre en place un programme d'appui psycho social dans les écoles.

8.2.5. Abris et articles ménages essentiels

Les besoins en abris et AME sont aussi pressant pour les personnes déplacés à Kikonde et à Kazimia.



Seulement 53.1% des ménages déplacés ont un abri à Kikonde et Kazimia, soit dans des familles d'accueil transitoires soit dans des maisons louées. Certains parmi eux ont construit des maisons de fortune sur les sites publics et d'autres sur les sites des particuliers. Ils ont reconnu qu'ils ne sont pas protégés parce que les propriétaires de ces sites peuvent les chasser à tout moment et ces abris sont sous une grande menace des pluies diluviennes qui peuvent emporter leurs maisons. Ces ménages vivent dans une grande promiscuité. La plupart des ménages disposent d'un abri à une seule chambre qui est occupée par les parents et, les enfants filles et garçons passent la nuit au salon. Dans la plupart des ménages, plusieurs personnes adultes partagent une seule chambre. Presque tous les déplacés ne disposent pas des articles ménagers utiles pour leurs activités quotidiennes, ils utilisent les articles ménagers des familles qui les ont accueilli. Les articles ménagers essentiels dont ils ont le plus besoin sont notamment les casseroles, les bidons pour le puisage et le stockage de l'eau, les moustiquaires pour lutter contre le paludisme, les savons, les habits, les supports de couchage et les kits intimes pour les femmes.

Recommandations :

- Distribuer des articles ménagers essentiels aux personnes déplacées : les casseroles, les bidons de 20 litres pour le puisage et le stockage de l'eau, les moustiquaires pour lutter contre le paludisme, les savons, les habits, les supports de couchage ainsi que les kits d'hygiène intime pour les femmes et les filles en âge de procréation ;
- Appuyer en abris transitionnels pour les ménages déplacés.

8.2.6. Santé et nutrition

Malgré qu'il y ait un appui dans le secteur de la santé à Kikonde et à Kazimia, l'arrivée des nouvelles personnes génère de nouveaux besoins qui dépassent les capacités de la planification initiale. Ce qui fait que l'accès aux soins de santé reste problématique surtout pour les personnes déplacées dans les deux localités. Plus de 68% des enquêtés ont rapporté qu'ils ont des problèmes d'accès aux soins de santé. Les principaux problèmes qui empêchent aux ménages affectés par la crise et leurs enfants d'accéder aux soins de santé sont notamment le manque des moyens financiers, la distance entre le lieu de résidence et le centre de santé, le besoin d'une autorisation, les risques sécuritaires, les barrières culturelles (ethnie, sexe du soignant, etc.), les longues files d'attente avant d'être pris en charge aux structures sanitaires ainsi que les attitudes du personnel soignant dans les structures sanitaires. Il y a également des personnes déplacées qui ne savent pas où se trouvent les centres de santé. La plupart des personnes rencontrées ont rapporté qu'il y a également une mauvaise prise en charge médicale et nutritionnelle des déplacés. En outre, les structures sanitaires ne sont pas présentes dans tous les sites. Ce qui fait que les personnes malades de certains villages soient toujours obligées de parcourir de très longues distances pour aller se faire soigner. A Kikonde il y a seulement un centre de santé et une OCB tandis qu'à Kazimia il y a l'hôpital de Kazimia et le centre de santé de Kazimia. Certaines femmes accouchent en cours de route en se rendant au centre de santé. Il y a également une rupture quasi permanente des médicaments et une insuffisance du personnel soignant dans presque toutes les structures. Il y a aussi une insuffisance d'eau et des équipements d'hygiène et d'assainissement dans toutes ces structures. Les agents de santé rencontrés durant cette évaluation ont par exemple rapporté avec beaucoup d'inquiétudes que certaines maladies liées au manque d'eau, d'hygiène et d'assainissement commencent à apparaître même dans les structures sanitaires en plus de nombreux cas existant dans la communauté.

Recommandations :

- Apporter une prise en charge médicale gratuite pour les personnes déplacées qui n'ont pas des ressources financières pour prendre en charge leurs soins de santé ;
- Organiser des cliniques mobiles des soins pour les personnes déplacées éloignées des structures sanitaires ;
- Organiser les séances de renforcement des capacités du personnel soignant sur les principes de qualité et d'accueil des patients.

8.3. Conclusion

La présente évaluation met en exergue les besoins humanitaires des populations déplacées dans les localités de Kikonde et Kazimia en zone de santé de Fizi affectées par les conflits interethniques violents dans la forêt de Ngandja à Fizi et les affrontements armés en cours dans les hauts et moyens plateaux des territoires de Fizi, Mwenga et Uvira dans la province du Sud-Kivu. Les résultats montrent que depuis la dernière évaluation menée par Help a Child et CODEVAH en novembre 2022 dans la zone, les populations déplacées ont augmenté dans la zone et leurs besoins ont aussi augmenté mais l'assistance humanitaire n'a pas suivie. Depuis l'arrivée des nouvelles personnes déplacées entre le 1^{er} octobre 2022 et le 26 janvier 2023, les personnes déplacées et les communautés hôtes des localités de Kikonde et Kazimia affichent des fortes vulnérabilités dans tous les secteurs de base. Tous les besoins documentés évoluent donc dans le sens négatif à cause de la persistance des conflits armés dans la zone.

Les résultats de la présente évaluation plaident pour une intervention humanitaire multisectorielle urgente qui peut aider à alléger les souffrances de ces populations victimes qui bénéficient actuellement de très peu d'assistance. Les besoins mis en exergue dans le secteur de protection plaident pour une intervention qui devrait renforcer la capacité des communautés à prévenir, à gérer et à lutter efficacement contre les violences sexuelles et basées sur le genre. A ce titre, l'approche « Empowered to Protect » de Help a Child est mieux indiquée pour aider les communautés à devenir plus résilientes face aux violences sexuelles et basées sur le genre pendant cette période de crise et même pendant la période de post crise. Dans l'ensemble, dans le secteur de protection, les objectifs de l'intervention humanitaire multisectorielle dans la zone devraient également viser de manière holistique la consolidation de la paix dans la zone à travers la cohésion sociale et la cohabitation pacifique entre les différentes communautés ethniques. L'intervention devrait renforcer la confiance et l'acceptation mutuelle entre les différents groupes ethniques de la zone, y compris les déplacés, les communautés hôtes et les retournés pour jeter les bases d'un environnement sûr et protecteur pour tous qui assure à l'ouverture des échanges sans méfiance et le sentiment d'acceptation et de sécurité des populations déplacées affectées par la crise.